

Ne payons pas leur crise ! Luttons !

Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en œuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions capitalistes mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité (capitalistes, banquiers, industriels,...)

Détruire les services publics et la protection sociale, bloquer les salaires et les pensions, augmenter la productivité des, taxer la population laborieuse, installer la précarité dans tous les secteurs, attaquer les qualifications et les savoirs des travailleurs/euses... c'est une guerre sociale qui est menée contre les salarié-e-s, les chômeurs/ses, les retraité-e-s. Patronat et gouvernements s'attaquent à toutes les conquêtes démocratiques, aux libertés et droits syndicaux, conquis par les précédentes générations, anéantissent les législations sociales dans chaque pays, répriment celles et ceux qui résistent, stigmatisent les populations pauvres et immigrées. Dans une telle situation, il faut jeter toutes nos forces dans la lutte !



La dette contractée par nos gouvernements successifs et l'endettement privé ont servi à faire tourner le système, à dissimuler un partage de plus en plus inégalitaire des richesses au profit des capitalistes, banquiers ou industriels, à accroître les bénéfices des actionnaires. Il faut annuler les dettes publiques dont nous ne sommes pas responsables. **La crise marque l'échec des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité.** C'est le système lui-même qui est en crise, qu'il faut mettre en cause, auquel il faut opposer une alternative. **Il faut répartir autrement les richesses que nous produisons** ; des mesures immédiates peuvent être prises ; nos mobilisations peuvent les imposer : modifier totalement les systèmes fiscaux, augmenter les salaires, pensions et indemnités, créer des emplois socialement utiles et stables, etc. Mais cela doit s'appuyer sur des mesures structurelles fortes : développer des services publics pour tous les secteurs qui sont un bien commun utile à la société, assurer la protection sociale de tous, promouvoir la formation et la culture, rendre effective l'égalité entre hommes et femmes, etc.

Le système capitaliste connaît une crise structurelle, profonde. Une partie du mouvement syndical a accepté l'essentiel de son fonctionnement et de ses objectifs. Ce syndicalisme-là est devenu un rouage du système. Au contraire, beaucoup de collectifs syndicaux poursuivent l'action émancipatrice du syndicalisme : défendre les intérêts immédiats des travailleurs et des travailleuses, et construire une société qui ne repose plus sur la domination et l'exploitation de la majorité de la population. Ce syndicalisme, le nôtre, est internationaliste. **La crise fait monter la xénophobie, le racisme. Nous combattons ces deux fléaux par la construction de la solidarité internationale des travailleurs/ses !**

Pour sauver leur système capitaliste et leurs profits, patrons et actionnaires sont organisés internationalement. **Le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la faim, la misère et la précarité, attaque partout les libertés démocratiques et les droits fondamentaux ...**

Nous construisons un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme et le libéralisme, pour les intérêts et les aspirations des salariés-e-s, pour l'émancipation de toutes et tous, pour le bien commun, pour la transformation de la société. **C'est à eux de payer leur crise. À nous de leur imposer par la lutte nos exigences sociales.**

Ensemble, nous soutenons :

- les mouvements de grève et les manifestations qui ont eu lieu ou se préparent dans de nombreux pays d'Europe
- la journée internationale du 15 octobre lancée par le mouvement des « indignés »
- les manifestations contre le G20

Europe : conférence de Londres contre l'austérité

Environ 500 militant-e-s ont participé à cette conférence organisée à Londres le 1^{er} octobre. Une partie de la gauche syndicale et politique britannique accueillait des délégations d'organisations syndicales et politiques de nombreux pays européens. Au plan syndical, étaient représentées COBAS (Italie), Août 80 (Pologne), SSP-Vpod (Suisse), OLME (Éducation Grèce), l'intersyndicale du Havre et l'Union syndicale Solidaires. Voici la déclaration finale :



...Nos gouvernements taillent de la façon la plus sauvage dans les dépenses de façon à détruire l'ensemble des avantages sociaux de la période d'après-guerre. Cela va saccager la vie millions de personnes en détruisant les emplois, les salaires, les retraites, les soins de santé, l'éducation, ainsi que d'autres services.

La crise financière de 2008 a été transformée en une crise de la dette des États – les États nation ont renfloué le système financier, mais en agissant ainsi ils ont sérieusement affaibli leurs propres équilibres comptables. La Grèce est au bord du défaut de paiement, et d'autres États n'en sont pas loin. La seule solution proposée par l'élite dirigeante est l'austérité pour la grande majorité de la population et le renflouement des banques et, plus largement, du système financier. Alors que le commun des mortels affronte de grandes difficultés, des milliards d'euros sont versés dans les poches des riches. Il n'y a jamais eu une telle disparité de richesse entre le capital et le travail, entre les riches et les pauvres.

Partout en Europe, les peuples entrent en résistance. Ils sont déterminés à défendre les sociétés dans lesquelles ils vivent, et renverser la barbarie de l'austérité. Notre objectif est de contribuer à l'unité de ces luttes. Nous avons besoin d'un front commun européen pour défendre les peuples d'Europe. Nous nous engageons à nous opposer aux politiques d'austérité, aux privatisations et aux attaques contre l'État-providence, ainsi qu'à développer la solidarité dans les luttes contre ces attaques. **Pour cette raison, nous soutenons la résistance des syndicats par le biais de grèves ainsi que d'autres formes de lutte. Nous disons non aux guerres impérialistes et à leurs ponctions financières sans fin, et nous disons oui à la satisfaction des besoins sociaux, à la paix et à la justice. Nous nous opposons à la transformation des immigrés en boucs émissaires, parce que la crise économique et l'agitation raciste et l'islamophobie divisent et affaiblissent notre capacité de résistance. Nous organiserons des campagnes contre la montée de l'extrême-droite qui cherche à impulser cela.**

Notre orientation repose d'une part sur la résistance, d'autre part sur l'élaboration et la promotion d'une stratégie économique alternative : les banques doivent être placées sous contrôle démocratique. Les banques privées doivent être socialisées et les marchés financiers doivent être réglementés. L'Union européenne et les gouvernements nationaux doivent satisfaire les besoins de la population, au lieu d'imposer des programmes d'austérité. Il faut augmenter les impôts pour les riches et les entreprises. La dette illégitime doit être annulée. Ceux qui ont accordé les prêts sont responsables de la situation actuelle. **Nous ne payerons pas leur crise !** Une stratégie économique et politique alternative doit promouvoir la protection sociale, développer les logements, les écoles, et les hôpitaux, protéger les retraites, et favoriser une approche écologiste des dépenses publiques (investir dans les énergies renouvelables et les transports publics, et ainsi créer des millions d'emplois nouveaux).

Cette conférence décide de renforcer les liens développés dans sa préparation et d'établir une coordination européenne afin d'organiser et soutenir la résistance à la dette et à l'austérité. Nous nous engageons à soutenir les mobilisations des *Indignados* le 15 octobre, les actions contre la dette et les institutions financières internationales entre le 8 et le 16 octobre, ainsi que la manifestation G20 en novembre à Nice. Nous nous engageons aussi à travailler à une journée commune d'action contre l'austérité en 2012. Nous appelons également le mouvement syndical à préparer, contre l'austérité, une journée de lutte européenne sous forme de grève ou d'autres formes d'action sur le lieu de travail.

www.europeagainstausterity.org

Iran : solidarité avec les grévistes de la pétrochimie

Le 24 septembre, **6 500 salariés de différents secteurs de l'industrie pétrochimique, l'un des secteurs les plus rentables de l'économie iranienne, se sont mis en grève.** Ils protestent contre les sociétés d'intérim qui jouent le rôle de « pourvoyeurs de travailleurs » et imposent des salaires très bas et des contrats précaires. Les grévistes veulent avoir leurs destins en leurs propres mains, négocier collectivement et être embauchés directement en CDI par les sociétés de la pétrochimie. Cette demande est conforme aux conventions internationales du travail. Ils ont constitué des comités de grève afin de mieux coordonner leurs actions de protestations, ce qui est parfaitement légitime. **Les forces de sécurité ont commencé à attaquer et harceler les grévistes, 3 d'entre eux ont été arrêtés et emprisonnés pendant 48 heures. Ils ont été relâchés sous la pression des grévistes. Les organisations françaises membres du « collectif syndical Maghreb Moyen-Orient » (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires) soutiennent les revendications justes des grévistes iraniens.** Elles saluent leur courage et appellent les autorités iraniennes à respecter les droits légitimes des travailleurs. Nous rappelons encore une fois que les travailleurs iraniens ne sont pas seuls dans leur lutte revendicative et que le monde du travail organisé en France est solidaire de cette lutte menée dans les conditions très difficiles d'une répression policière.

www.iran-echo.com

Bénin : attentats contre les libertés syndicales et la démocratie

Partout dans le monde, les libertés syndicales sont remises en cause, attaquées par le patronat et les gouvernements. Ainsi au Bénin, le Syndicat National des Travailleurs des Services de la Santé Humaine (SYNTRASESH) dépeint ici la situation :

Un projet de loi portant exercice du droit de grève est en examen à l'Assemblée Nationale. À la lecture du projet, on se rend compte que le texte, dans le fond comme dans la forme, est une complication de monstruosité fasciste, chaque article étant un coup de poignard contre les libertés syndicales, une balle dans le dos de la démocratie béninoise. C'est une loi antigrève.

De nombreux secteurs sont exclus du droit de grève. Ainsi, dès l'article 2, les douaniers et les forestiers sont interdits de grève ; l'article donne les mains libres contre d'autres agents à qui la loi interdit expressément l'exercice du droit en raison de la spécificité de leurs missions. Plus loin, le droit de grève est limité dans les services dits essentiels (la santé, l'énergie, la sécurité, l'eau, les transports aériens, les télécommunications).

Les motifs de grèves ont été restreints. Les intérêts moraux, démocratiques des salariés sont exclus des motifs de grève. Les autorités peuvent donc bafouer les droits humains des travailleurs et des citoyens. L'article 3 dispose en effet que « *les grèves qui n'ont pas un caractère professionnel sont illicites et interdites, notamment les grèves politiques* ». Les grèves contre les enlèvements et assassinats crapuleux par les autorités, contre les détournements sordides seraient illicites puisque n'ayant pas un caractère professionnel.

Plusieurs organisations syndicales ont adopté une déclaration commune, et appellent à agir unitairement contre ce projet liberticide : Front Uni des Organisations Syndicales de la Santé (FUOSS) dont est membre le SYNTRASESH, Front d'action des Syndicats des trois Ordres d'enseignement, Fédération des Syndicats pour une Éducation de Qualité (FeSEQ), Fédération des Syndicats des Travailleurs du Ministère Chargé des Finances (FESYNTRA-FINANCES), Coalition des Organisations Syndicales de l'Administration Publique (COSYNAP).

Il est aussi interdit aux organisations syndicales de se constituer en alliance ou en coalition quelconque. « *Les négociations collectives sont obligatoires et constituent des préalables à toute action syndicale conflictuelle* ». **La durée de préavis de grève est de 20 jours** ouvrables avant le déclenchement de la grève. Et pour décider de la grève, il faut montrer que la volonté de la déclencher provient de la majorité des travailleurs ; la décision de la majorité fera l'objet d'un procès-verbal signé de tous les participants. Le procès-verbal doit être joint au préavis de grève. **L'autonomie des syndicats et le secret de leur délibération sont ainsi bafoués et piétinés** ; le comble est que le préavis de grève émane de l'organisation ou des organisations de travailleurs régulièrement constituées et qui ont rempli les formalités de leur déclaration officielle. Le droit de grève, le droit de la cessation concertée de travail, n'appartient plus au travailleur.

Il y a d'autres monstruosité du projet de loi qui disposent que « lorsque les réquisitions sont notifiées au siège d'une organisation syndicale, celle-ci est tenue de les afficher et de joindre ses militants concernés par tous voies et moyens de communication appropriés. Au total, nous pouvons retenir de ce projet de loi : **négarion du droit de grève aux travailleurs, négarion de la représentation des syndicats, négarion même du syndicat, remise en cause des droits acquis, interdiction des grèves pour des motifs démocratiques.** Ainsi se présente le tableau de ce projet de loi sinistre qui constitue une attaque contre la démocratie et contre le développement de notre pays le Bénin.

Kazakhstan: soutien aux ouvriers du pétrole en grève

Des actions de protestation dans le secteur du pétrole impliquant des milliers de travailleurs se déroulent depuis mai 2011 dans deux villes de l'ouest du Kazakhstan. **Des licenciements massifs touchent plus d'un millier de travailleurs/ses**, affectant leurs familles, leurs enfants. Certains participant-e-s ont été **placé-e-s en détention et ont subi des peines disciplinaires et des poursuites pénales**, dont Natalia Sokolova, une juriste syndicale condamnée à 6 ans de prison pour ce qu'on appelle une « incitation à l'animosité sociale ». Largement dénoncée par des syndicats et des organisations humanitaires dans le monde entier, cette phrase crée un précédent dangereux pour l'ensemble du mouvement syndical du pays.



Une action internationale est lancée pour réclamer :

- **l'abrogation de toutes les mesures disciplinaires** et autres, prises contre les grévistes par l'employeur ;
- la création des conditions nécessaires à un dialogue constructif au sein des collectifs de travailleurs/ses en grève, permettant aux travailleurs d'élire leurs représentant-e-s sans aucune ingérence de l'employeur ou des forces politiques ;
- la création de conditions permettant la **reprise du processus de négociation collective** qui impliquerait les organisations syndicales ainsi que les autres instances représentatives élues par les travailleurs/ses ;
- une enquête immédiate pour identifier les commanditaires des assassinats de Z. Turbaev et Z. Karabalayeva ;
- une révision impartiale de l'affaire Sokolova Natalia.

http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=1103

Syrie : halte à la terreur d'État du régime El Assad !

CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, avec des associations et organisations politiques ont signé cet appel unitaire :

Alors que la révolte syrienne a déjà entamé son 7^{ème} mois, le régime de Bachar El Assad, sourd aux revendications des syriens et aux appels de la Communauté internationale, se livre depuis le printemps 2011 à une intense répression à huis clos sur la population syrienne exprimant pacifiquement sa volonté de changement. Les arrestations, les blessés et les tués, les torturés, les mutilés et les disparus se comptent par milliers. Chars, avions et navires de guerre sont entrés en action. Le bilan s'alourdit chaque jour.

Nous refusons l'indifférence et la passivité face à la poursuite du massacre et à l'impunité des criminels, le « *deux poids, deux mesures* » de la part de médias qui font le choix de ne pas couvrir cette révolte arabe. **Il est grand temps d'accentuer la campagne de solidarité avec la population syrienne pour exiger l'arrêt immédiat des exactions, crimes et massacres à l'encontre des populations civiles de Syrie perpétrés par Bachar El Assad et son régime**, et leur droit imprescriptible à s'exprimer et à construire une alternative démocratique à la dictature hors de toute hégémonie de la part de pays tiers. Nous invitons l'ensemble des représentants de la société civile, les organisations humanitaires, politiques, syndicales, et de défense des droits de l'Homme :

- à soutenir le combat du peuple syrien contre la féroce répression qui le frappe, pour les libertés, la démocratie et un État de droit, l'accès aux soins, le libre exercice de tous les médias,
- à intervenir auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de la Cour Pénale Internationale pour faire qualifier les exactions commises contre le peuple syrien par Bachar El Assad et son régime comme crimes contre l'humanité, et pour que soient mises en oeuvre des sanctions contre tous les responsables,
- à exiger du gouvernement français et des institutions européennes une ferme condamnation de ces massacres,
- à briser en toute occasion le silence sur le massacre en cours,
- à s'engager dans une solidarité concrète envers les Syriens qui en France sont partie prenante de ce soulèvement,
- à exiger des autorités françaises leur protection face aux agressions d'agents du régime El Assad,
- à impliquer dans cette solidarité des acteurs et des collectifs locaux (associations, villes, départements, régions, établissements scolaires, universitaires, ...),
- à organiser des événements permettant au public de prendre la mesure de la situation en Syrie et d'exprimer sa solidarité.

... Chaque jour perdu est une chape de plomb qui s'abat un peu plus sur le peuple syrien. Chaque soutien est un atout pour que cesse l'oppression et que s'ouvre une nouvelle ère pour la Syrie. <http://appelsolidaritesyrie.free.fr/>

Suisse : la rupture de la paix sociale est utile aux travailleurs/ses

Les transporteurs de patients de l'Hôpital de Genève ont gagné. Après 2 jours de grève, ils ont obtenu la quasi-totalité de leurs revendications : revalorisation, 4 jours de repos supplémentaires par an, un 5^{ème} jour de congé pour les salarié-e-s ayant plus de 25 ans d'ancienneté, 2,5 postes de travail créés ; enfin, une commission paritaire (composée côté employés de 3 délégué-e-s des transporteurs et d'un-e représentant-e syndical-e) devra traiter tous les problèmes d'organisation. **En 2 jours de grève ils ont obtenu tout ce que 25 ans de palabres avec le gouvernement n'avaient pas permis d'obtenir !**

Éducation : de nombreuses grèves dans le monde hispanophone

Au Chili, la grève des étudiant-e-s repart de plus belle après l'échec, le 5 octobre, des négociations avec le gouvernement. Lycéen-ne-s et étudiant-e-s ont claqué la porte. L'État a violemment réprimé les manifestations du 6 octobre. **Au Mexique**, à **Acapulco**, la grève commencée dès la rentrée (fin août) reprend. Les enseignant-e-s ne supportent plus de faire partie des victimes privilégiées d'enlèvements, extorsions et vols de véhicules de la part de la délinquance organisée, comme on dit, qui leur impose une sorte de « taxe » pour pouvoir faire cours en sécurité. **En Colombie**, il y a eu de grosses manifestations d'étudiant-e-s dans plusieurs villes le 4 octobre (d'autres avaient déjà eu lieu fin septembre), contre un projet de réforme de l'enseignement supérieur allant dans le sens de sa privatisation. **En Bolivie**, les salarié-e-s de l'éducation et de la santé étaient en grève les 6 et 7 octobre, pour les salaires. Le 8, ils et elles manifestent également en soutien aux Indien-ne-s d'Amazonie, qui protestent contre un projet gouvernemental de construction de route.

Dans l'État espagnol, communauté autonome de Madrid : les lycéen-ne-s rejoignent, le 6, les enseignant-e-s dans une grève qui dure depuis plus d'une semaine. Comme leurs professeurs, les lycéen-ne-s entendent défendre l'éducation publique contre la privatisation déjà commencée à Madrid, et protestent contre les violentes coupes claires dans le budget aux cris de *¡Menos buitres, más pupitres!* (« Moins de vautours, plus de pupitres »).

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>
